La théorie marxiste permet d'expliquer la crise de 2008

Article pour l'Anticapitaliste du 1er novembre :
https://npa2009.org/arguments/economie/la-theorie-marxiste-permet-dexpliuer-la-crise-de-2008

La crise des « subprimes » a été le déclencheur de la crise financière à l'été 2007. Elle a été provoquée par la politique monétaire du gouvernement étatsunien depuis 2001, qui a cherché à stimuler l'activité en maintenant les taux d'intérêt à un niveau très bas. Cela a incité les ménages à s'endetter massivement. Le secteur immobilier a prospéré et a tiré la croissance. Les banques ont ensuite disséminé le risque de non-remboursement des crédits en les transformant en titres financiers, puis en les vendant sur les marchés financiers. Ces titres ont eux-mêmes été mélangés à d'autres titres. Puis la bulle a explosé en raison de l'écart entre la valorisation du capital fictif et les profits dans l'économie réelle.

Derrière la crise financière, la baisse du taux de profit

Le déclencheur de la crise économique de 2008 est donc une crise financière, mais sa cause profonde est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit exposée par Marx : en cherchant le profit maximum dans un environnement concurrentiel, le capital accroît sans cesse la force productive du travail, ce qui réduit de plus en plus l'utilisation de la marchandise à l'origine de la plus-value (la force de travail) par rapport à l'utilisation des moyens de production. Par conséquent, la valeur des moyens de production (capital constant) augmente plus vite que la valeur créée par les travailleurEs, ce qui réduit le taux de profit. C'est ce qu'on a observé dans les années 1960 et 1970, conduisant à une « suraccumulation de capital », ce qui signifie qu'il y a trop de capital existant par rapport à la quantité de plus-value créée.

Pour tenter de redresser leur taux de profit, les capitalistes sont passés à l'offensive à partir des années 1980 en augmentant le taux d'exploitation. Cela a permis d'enrayer la chute du taux de profit, mais le taux de profit n'est pas reparti véritablement à la hausse et est resté à un niveau très bas. En effet, faute de guerre mondiale ou de grande vague de faillites (empêchée par les aides des États aux entreprises) qui aurait permis une forte dévalorisation du capital constant des entreprises, la suraccumulation du capital est devenue « structurelle », ce qui a conduit à des taux de croissance plus faibles que pendant les « Trente Glorieuses ».

Fin 2006 aux USA, la croissance des salaires s'est emballée et la masse des profits a baissé. Cela a déclenché une baisse de l'investissement et du PIB fin 2007, avant que la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 amplifie la récession.

Les antilibéraux ont tout faux !

Les antilibéraux (et malheureusement aussi certains anticapitalistes) ont une tout autre analyse de la crise. Ils expliquent la crise par la faiblesse des salaires qui conduirait à une surproduction de marchandises par rapport à la demande solvable (crise de sous-consommation) et par l'augmentation des revenus de la propriété (le « coût du capital ») qui expliquerait la faiblesse de l'investissement. Ces explications nient le rôle fondamental du taux de profit dans la dynamique du capital et sont totalement contredites par les faits. La crise a été précédée par une hausse des salaires (ce que Marx signalait), et non par une baisse. C'est l'investissement qui a d'abord fortement chuté, pas la consommation qui s'est bien maintenue dans un premier temps. Et cette baisse de l'investissement s'explique intégralement par la baisse des profits : la part des profits réinvestis n'a pas baissé, donc ce n'est pas la hausse des revenus de la propriété qui explique la faiblesse de l'investissement.

Dans un contexte de suraccumulation de capital, il n'y a aucune marge de manœuvre pour des politiques « antilibérales » d'augmentation des dépenses publiques et de taxation du capital : elles entraîneraient une baisse du taux de profit, et donc une aggravation de la crise. C'est pourquoi ces politiques échouent systématiquement et conduisent très rapidement à une austérité redoublée. Tout gouvernement qui refuse de rompre avec le capitalisme est condamné à appliquer la politique qui favorise l'accumulation du capital : l'austérité pour les travailleurEs. Les antilibéraux nous citent le prétendu contre-exemple portugais, mais la croissance est repartie en raison des contre-réformes et de l'austérité, qui ont redressé le taux de profit, et pas du tout grâce aux quelques mesures « sociales » du gouvernement de gauche (qui n'a pas remis en cause les principales contre-réformes et qui n'a pas augmenté les dépenses publiques).

Les enjeux politiques

Les mythes antilibéraux ont la vie dure. Il est tellement tentant de vouloir y croire : en donnant du pouvoir d'achat aux travailleurEs et en taxant la « finance », on ferait d'une pierre deux coups, en relançant la croissance et end réduisant les inégalités. Une première étape antilibérale précéderait une éventuelle seconde étape anticapitaliste.

Sauf que cette vision étapiste est un leurre. Toute sortie de crise, dans le cadre du capitalisme, passe par une dégradation de nos conditions de vie. Pour sortir de l'austérité et de la spirale des contre-réformes, il faut en finir avec le capitalisme. Il n'y a pas de troisième voie.

Gaston Lefranc, le 5 novembre 2018